

Entretien de M. Jacques Chirac, Président de la République, à Europe 1 le 18 septembre 2006 notamment sur l'Islam, les dossiers du Liban et du Proche-Orient, l'aide au développement et sur la situation économique et sociale en France avant les élections présidentielles de 2007.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Monsieur le Président de la République, bonjour.

LE PRESIDENT - Bonjour Monsieur ELKABBACH et merci de votre accueil.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Merci. Ce matin, votre intervention est un événement. Votre présence inédite, ici, en direct, l'est aussi sur le chemin des Nations unies à New York où vous serez ce soir. Vous entendez nous dire peut être, ce matin, ce que vous faites, vous voulez faire, pourquoi, avec quelles perspectives dans un monde dangereux et dans une France turbulente et attentive, ce matin, à ce que vous allez nous dire ?

LE PRESIDENT - D'abord, merci, de me donner l'occasion, Monsieur ELKABBACH, de le dire. C'est vrai que je pars à New York. Chacun voit que les tensions, les dangers, les déséquilibres du monde s'avivent, le monde devient dangereux. Alors, demain, à New York, la France prendra plusieurs initiatives pour la paix, pour l'aide au développement, la solidarité nécessaire entre les peuples, et pour l'environnement qui est actuellement inquiétant.

Par ailleurs, en France, la situation s'améliore. Ce n'est certainement pas le moment de lever le pied et je veux vous dire sur la base de quels principes et avec quels projets j'aborde les mois à venir.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Nous allons entrer dans le détail. Mais d'abord le pape BENOÎT XVI est, paraît-il, profondément attristé par les réactions suscitées par un passage de son discours qui traitait de l'Islam et de la violence. Les propos de BENOÎT XVI ont, en effet, blessé le monde musulman. Est-ce que vous comprenez cela ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas pour vocation, ni l'intention de faire un commentaire sur les propos du pape. Je puis simplement dire, de façon générale et dans le cadre du dialogue des cultures et des civilisations que je prône, qu'il faut éviter tout ce qui anime les tensions entre les peuples ou entre les religions, et notamment éviter tout amalgame entre l'Islam, qui est une grande religion respectable et respectée, et l'islamisme radical, qui est une action tout à fait différente, de nature politique.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Mais entre la chrétienté, l'Islam et l'islamisme, est-ce qu'il n'y a pas deux partis qui sont déjà comme en conflit ?

LE PRESIDENT - Je ne veux pas parler de conflit car tout doit être fait dans le cadre du dialogue des cultures, du dialogue des civilisations, du dialogue des religions, pour éviter tout conflit. Ce n'est pas dans la nature des religions de provoquer des conflits.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Et on peut ramener l'apaisement et le respect mutuel, aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - Je l'espère. En tous les cas, c'est l'ambition de la France de participer à ramener cet apaisement.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Monsieur CHIRAC, les proches de BEN LADEN et d'Al Qaïda n'ont sans doute pas besoin des propos du pape pour proférer des menaces. Il paraît que le numéro deux d'Al Qaïda place la France parmi leurs cibles. Est-ce que le danger terroriste augmente, aussi, pour nous, en ce moment ?

LE PRESIDENT - C'est le terrorisme qui est une réalité du monde contemporain et qu'il faut résoudre, contre lequel il faut lutter avec beaucoup d'énergie, avec beaucoup de solidarité et d'efficacité. Je ne dirai pas qu'il y a un danger particulier pour la France, car ce danger concerne toutes les nations. Ce qui est indispensable, en tous les cas, dans notre pays comme dans les autres, c'est de tout mettre en oeuvre pour s'opposer au terrorisme, pour le détecter par la collaboration entre les pays, sur le plan de l'information, du renseignement, par tous les moyens. C'est ainsi que nous avons, en France, laissé l'alerte au niveau rouge, et d'ailleurs, après demain, en rentrant des Etats-Unis, je vais présider, à nouveau, un conseil de sécurité intérieure pour faire le point sur ces problèmes.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Cela veut dire que les Etats et les citoyens doivent renforcer leur vigilance mais que des solutions doivent être trouvées contre les sources mêmes de conflits, c'est pour cela que vous allez aux Nations unies ?

LE PRESIDENT - Certainement. Il y a des sources. Il faut essayer de les tarir.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Au Liban, qui a connu cet été trente cinq jours de guerre, le cessez-le-feu prévu par la résolution 1701 des Nations unies, voulu et préparé par la France, est respecté. Ce cessez-le-feu est fragile. A quelles conditions l'apaisement, pour vous, peut-il être durable, Monsieur CHIRAC ?

LE PRESIDENT - D'abord, il est nécessaire. Le premier objectif, c'est de renforcer l'autorité du gouvernement libanais sur l'ensemble de son territoire car il n'y a pas de pays qui puisse vivre si une partie de son territoire échappe à l'autorité de son gouvernement. C'est donc essentiel. C'est dans ce contexte que les Nations unies ont pris certaines résolutions qui vont dans ce sens et qui faciliteront les choses, je l'espère. C'est d'abord la 1559 et c'est ensuite la 1701 que vous avez évoquée à l'instant. Et je souhaite qu'elles soient mises en oeuvre, sans réserve. C'est l'intérêt du Liban et de la paix dans la région.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Vous savez que l'attitude de la France a provoqué de l'incompréhension et des reproches à un moment. Vous n'avez pas envoyé tout de suite des militaires, vous vous en souvenez, pour servir de casques bleus. On a dit "la France hésite", "la France tergiverse et elle ne sait pas ce qu'elle veut". Comment avez-vous pris cette polémique ?

LE PRESIDENT - Avec sérénité. Elle émanait d'observateurs superficiels. Les règles d'action et d'intervention de l'ancienne FINUL étaient incompatibles avec un renforcement de l'efficacité et de la sécurité des soldats. Il fallait donc, d'abord, obtenir des Nations unies, et en particulier du département des opérations du maintien de la paix, les modalités nouvelles permettant à cette nouvelle FINUL de se protéger et d'agir efficacement. J'ai eu de longues conversations avec le Secrétaire général des Nations unies et quand j'ai eu l'assurance que ces règles seraient appliquées, que nos soldats pourraient exercer leur mission de façon normale, c'est à ce moment-là que j'ai décidé de les envoyer. Il aurait été irresponsable de s'engager dans des actions sans en connaître les conséquences et les modalités.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Maintenant, les casques bleus ou autres ont des garanties contre d'éventuelles provocations. Ils ont le droit de riposter. Et comme vous l'avez souhaité, Monsieur CHIRAC, les casques bleus vont venir d'Europe, d'Asie. La Chine a dit ce matin qu'elle envoyait mille soldats...

LE PRESIDENT - ...et la Russie.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - ...et la Russie, des pays musulmans, comme le Qatar, la Malaisie, l'Indonésie seront bientôt cinq mille au Sud-Liban, dont deux mille Français que Michèle ALLIOT-MARIE rencontre ce matin, au siège de la FINUL à Nakoura. Est-ce que vous pensez qu'Israël tiendra sa promesse d'un retrait total des soldats du Sud-Liban ?

LE PRESIDENT - Je le pense. Israël avait mis comme condition, et on peut le comprendre, que la FINUL soit renforcée et soit déployée dans le Sud Liban. Eh bien, ces conditions étant remplies,

je pense qu'Israël tiendra ses engagements.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Et le Hezbollah. Est-ce que vous pensez qu'on pourra empêcher le Hezbollah de se réarmer, quand on sait que, par exemple, le Premier ministre du Liban, M. SINIORA, dit et nous a dit à Beyrouth que les militants du Hezbollah ne sont ni des ennemis, ni des étrangers, mais sont des Libanais.

LE PRESIDENT - Vous savez, la situation politique est fragile au Liban. Et donc il faut en tenir compte. Il est tout à fait normal qu'il y ait un courant qui exprime politiquement, notamment, la partie Hezbollah de l'opinion publique libanaise. Je ne le conteste pas. Ce qui est contestable, c'est de l'exprimer par la force, par des milices armées.

Il n'est pas, je vous le répète, de pays qui puisse accepter qu'une partie de son territoire soit contrôlée par des milices armées.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Et vous répétez ce matin, Monsieur CHIRAC, que la solution ne sera militaire, qu'elle sera politique.

LE PRESIDENT - Naturellement, comme toujours.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Entre le Liban et vous, les gens pensent qu'il y a une sorte d'attachement. Comment dire ? Sentimental, affectif ? C'est vrai ?

LE PRESIDENT - C'est tout à fait exact. Et ce n'est pas entre le Liban et moi, c'est entre la France et le Liban. Il y a des liens très anciens, très profonds, très solides. Nous avons été très peïnés, perturbés, par ce qui est arrivé au Liban, par le caractère tout à fait excessif de la répression dont il a été l'objet. Et nous souhaitons pouvoir participer maintenant à la reconstruction du Liban. Car au-delà même de la solution politique dont vous parliez à l'instant, il y a la reconstruction du Liban qui exige une communauté internationale unie. Et je proposerai, notamment, une conférence internationale qui puisse permettre de reconstruire le Liban, grâce à l'aide internationale.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - C'est-à-dire qu'à New York, où vous parlez demain, ne pensez-vous pas que le moment est venu, puisque tant de peuples ont souffert, d'une initiative de paix, d'une conférence internationale sur le Proche-Orient ?

LE PRESIDENT - C'est un problème différent : le problème, je dirais israélo-palestinien. Il est exact que ce problème mine depuis très longtemps la situation mondiale. Et qu'il faut trouver une solution. Cette solution existe, chacun en connaît les termes. Ce sont deux Etats en sécurité l'un vis-à-vis de l'autre et viables. Malheureusement, il n'y a plus de confiance. Il y a eu une période où il y a eu une confiance qui a failli permettre une solution. C'était la période où l'on a connu BEGIN et SADATE, où l'on a connu RABIN et ARAFAT. Il n'y a plus de confiance. Il faut rétablir la confiance. Alors je vais proposer à New York que l'on travaille au rétablissement de cette confiance et d'une solution de paix entre les deux pays. D'une part, avec une réunion du Quartet, qui est officiellement responsable de suivre ces évolutions. Et d'autre part, que cette réunion permette d'élaborer une conférence internationale qui donne à la communauté internationale l'engagement et les moyens de faire ensuite respecter les garanties qui ont été données. Je crois que c'est indispensable. Cela suppose également, je dois le dire, que l'on évite un drame humanitaire qui est en train de se créer...

JEAN-PIERRE ELKABBACH - ... A Gaza.

LE PRESIDENT - A Gaza. Et cela suppose la levée du blocus. Cela suppose la reprise des aides. Mais cela suppose aussi de l'autre côté que Mahmoud ABBAS, dont nous appuyons toutes les initiatives, puisse aboutir dans son projet de réaliser un gouvernement d'union nationale.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - D'ailleurs vous allez rencontrer le numéro un palestinien Mahmoud ABBAS à New York. Et demain vous rencontrerez aussi Georges BUSH. A l'époque de la guerre d'Iraq, il y a déjà longtemps, est-ce qu'il est vrai, comme l'a dit Nicolas SARKOZY à New York, que la menace du droit de veto était inutile puisqu'il n'aurait pas eu de majorité pour la guerre au Conseil de sécurité des Nations unies ?

LE PRESIDENT - Face au problème de la guerre en Iraq, j'ai pris mes responsabilités. J'ai défini la position de la France et je l'ai appliquée. Et quand je regarde la situation, les résultats, je n'ai pas le sentiment d'avoir commis d'erreur. Ce qui ne m'empêche pas d'espérer, naturellement, que l'action menée actuellement par le nouveau Premier ministre iraquien, soit couronnée de

succès. Mais je suis très inquiet.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Mais la menace du droit de veto était inutile ?

LE PRESIDENT - Le droit de veto était implicite et ne pouvait pas ne pas être exprimé. Et donc je l'ai exprimé.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Il paraît qu'alors la France avait choisi la grande éloquence, l'arrogance plutôt que la modestie. Comment vous jugez vos relations avec George W BUSH, est-ce que vous pensez qu'il faut, vous, rebâtir, peut-être plus tard, la relation transatlantique ?

LE PRESIDENT - Non, non, la relation transatlantique se porte bien et on vient encore de le voir dans tous les problèmes qui touchent le Liban, qui touchent le Moyen Orient, qui touchent l'Afghanistan, qui touchent l'Iran. Nous avons une relation qui ne peut être qu'entre égaux, qui ne peut pas être une relation de soumission. Nous discutons. Les relations que j'ai avec le Président BUSH, comme celles que j'avais d'ailleurs avec son prédécesseur, sont très bonnes, des relations de confiance. Cela ne veut pas dire des relations de soumission et cela ne sera jamais, dans mon esprit, des relations de soumission.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Toute l'opposition tombe sur le dos de votre ministre, à cause des ses propos aux Etats-Unis, Nicolas SARKOZY qui marquerait une rupture avec ce que vous venez de dire ?

LE PRESIDENT - Je vous ai donné la position de la France, aujourd'hui.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Alors, l'Iran, on parle de l'Iran, elle est devenue la puissance de la région surtout depuis la guerre d'Irak. Jusqu'ici, l'Iran refuse, Monsieur le Président de la République, de suspendre l'enrichissement de son uranium comme l'exigent les Nations unies. Vous venez de recevoir à l'Elysée un émissaire de Téhéran. Est-ce que l'Iran est prêt à infléchir sa position et à quelle condition ?

LE PRESIDENT - L'Iran a développé, depuis déjà bien longtemps, de nombreuses années, un programme nucléaire clandestin et, c'est à cela que s'opposent aujourd'hui la plupart des nations. Je note que, dans un premier temps, les trois pays européens ont essayé de négocier avec l'Iran. C'était l'Allemagne, l'Angleterre et la France. Puis se sont ajoutés à ce groupe et à cette négociation, d'une part la Chine et la Russie, qui sont membres permanents du Conseil de sécurité, dont la présence était indispensable, et les Etats-Unis. Ces six pays, qui représentent le Conseil de sécurité, négocient actuellement, grâce en particulier à l'intermédiaire de Monsieur SOLANA.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Est-ce que cela bouge ?

LE PRESIDENT - Il est probablement prématuré de faire des prévisions. Je ne suis pas pessimiste. Je pense que l'Iran est une grande nation, une vieille culture, une vieille civilisation, et qu'on peut trouver des solutions par le dialogue. En tous les cas, je ne crois pas aux solutions qui n'impliquent pas le dialogue, un dialogue porté à ses limites. C'est la raison pour laquelle je pense, que nous devons d'une part, ensemble, l'Iran et les six pays, d'abord trouver un ordre du jour de la négociation et puis engager une négociation. Et, pendant cette négociation, je suggère que d'une part les six renoncent à saisir le Conseil de sécurité, et que l'Iran renonce pendant la durée de la négociation à l'enrichissement de l'uranium.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Donc, c'est en train de bouger ?

LE PRESIDENT - Je l'espère

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Il y a une partie de l'administration BUSH qui a la tentation de sanctions contre l'Iran. Vous, vous n'y êtes pas favorable ?

LE PRESIDENT - Je ne suis jamais favorable aux sanctions. Je n'ai jamais observé que les sanctions soient très efficaces. Je ne veux pas dire qu'il ne faudra pas arriver à des sanctions qui devront être, à ce moment-là, modérées et adaptées, mais rien ne vaut le dialogue, vous savez.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Monsieur CHIRAC, vous entendez la critique : Parler avec l'Iran d'AHMADINEJAD, qui veut la disparition de l'Etat d'Israël, c'est renouer avec l'esprit défaitiste de Munich.

LE PRESIDENT - Je ne vois pas de comparaison. Ceci étant, j'ai condamné de la façon la plus claire les propos systématiquement anti-israéliens du Président iranien, je les déplore.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Et si à New York l'occasion se présente à vous, par exemple, de le croiser, de le rencontrer, est-ce que vous accepterez de vous entretenir avec d'AHMADINEJAD dans ces conditions.

LE PRESIDENT - Rien n'est prévu. J'ai dit très clairement que je considérais que les conditions n'étaient pas remplies, compte tenu des propos du Président iranien à l'égard d'un pays de la région, pour un dialogue personnel.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Toute l'attention du monde s'est portée sur le Liban, le Proche-Orient, l'Afghanistan, c'est normal étant donné les dangers. Mais il y a un endroit de l'Afrique qui vit une tragédie, le Darfour, avec des milliers de morts chaque semaine, contre l'indifférence et l'impuissance. Est-ce qu'il n'est pas temps pour la France, peut-être pour vous, de clamer, j'ai envie de dire de gueuler, haut et fort sa protestation.

LE PRESIDENT - D'abord, tout le monde ne sait pas très bien ce que c'est que le Darfour, mais c'est une région immense, qui est à l'ouest d'un pays qui lui-même, le Soudan, est le plus grand de toute l'Afrique. C'est une région dans laquelle il y a de multiples ethnies, avec des oppositions entre elles qui ont conduit le gouvernement du Soudan à chercher à rétablir le calme par la force. Cela s'est traduit par deux millions de déplacés, dramatiquement, par des centaines de milliers de morts. Nous sommes à la veille d'un nouveau drame humanitaire parce que nous arrivons à la fin de la saison des pluies et que les gens ont continué ...

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Qu'est-ce que l'on fait ?

LE PRESIDENT - ...ce qui d'ailleurs a pour conséquence de risquer de déstabiliser l'ensemble des pays de la région.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Qu'est-ce que l'on fait ?

LE PRESIDENT - Alors il n'y a pas trente-six solutions, il n'y en a qu'une. Les pays de l'Union africaine ne peuvent pas assurer et ont dit qu'ils ne pouvaient pas assurer à terme, la sécurité du Darfour. Par conséquent, tout le monde s'est mis d'accord pour que l'ONU intervienne avec une force comprenant environ 20000 hommes. Tout le monde en est d'accord, le Secrétaire Général aussi.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Sauf le pays concerné qui n'en veut pas ?

LE PRESIDENT - Alors, il y a naturellement une opposition du Soudan qui ne veut pas que les forces de l'ONU, que les casques bleus de l'ONU viennent apporter la paix.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Qu'est-ce que l'on fait, qu'est-ce que vous dites ?

LE PRESIDENT - Eh bien, moi je ferais un appel solennel d'une part au Président du Soudan, pour qu'il accepte la venue de l'ONU, c'est un problème humanitaire, un problème de stabilité. C'est inadmissible ce qui se passe et ce qui va se passer, et je ferais un appel à l'ONU de confirmer sa volonté d'être présente au Soudan.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Encore deux questions avant d'arriver à des questions françaises, sur le pays. L'Afrique, ce sont aujourd'hui, vous le voyez bien, des maladies, comme une sorte de malheur qui tombe sur ce continent. Est-ce que vous allez insister, aux Nations unies, sur le programme UNITAID qui a été lancé en France par votre Ministre des Affaires étrangères, Philippe DOUSTE-BLAZY, qui se fait le porte-parole ?

LE PRESIDENT - Je vais insister sur deux problèmes essentiels pour le monde d'aujourd'hui et pour lesquels je milite depuis longtemps. Le premier, c'est la solidarité et l'aide au développement. Au-delà même d'UNITAID -l'Afrique dont vous parlez-, c'est aujourd'hui neuf cent millions d'habitants dont trois cent cinquante de moins de quinze ans, demain, c'est-à-dire en 2050, un milliard neuf cent millions d'habitants. Il n'y a aucun moyen de stabiliser cette région si on ne lui donne pas les moyens nécessaires de développement.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Et pas seulement pour des raisons liées à l'immigration, liées à la pauvreté ?

LE PRESIDENT - Non ! D'abord pour des raisons de principe, pour des raisons humaines, pour des raisons de solidarité et de justice. Il n'y a pas de mondialisation si la mondialisation ne s'applique qu'à des pays riches, les pays pauvres n'en profitant pas. Donc, nous avons la nécessité de trouver les moyens qui permettent de faire une aide au développement au niveau de

ce qu'il faut, c'est-à-dire environ trois fois au minimum, ce que nous faisons actuellement. Nous ne le ferons pas par des moyens budgétaires parce que les budgets des Etats ne pourront pas permettre de le réaliser. Alors il faut le faire par des financements innovants. C'est pourquoi la France porte cette idée des financements innovants, en règle générale, pour l'aide au développement notamment la lutte contre la faim, l'éducation universelle et l'accès à l'eau potable.

Dans ce contexte, j'ai proposé que l'on fasse au moins une expérience sur l'un des problèmes les plus tragiques qui est celui de la lutte contre les grandes pandémies, la lutte contre le Sida, contre la tuberculose, contre le paludisme. Et donc j'ai proposé...

JEAN-PIERRE ELKABBACH - ...la taxe, la taxe sur les billets d'avion...

LE PRESIDENT - ... que l'on fasse la taxe sur les billets d'avion.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - ça marche ça ?

LE PRESIDENT - Alors, une quarantaine de pays l'ont adoptée, j'espère que les autres vont y venir. Cela nous permettra d'avoir un système qui permette une centrale d'achat pour répondre à un problème majeur qui fait que les médicaments sont au nord et que les malades sont au sud. Nous voulons porter les médicaments dans des conditions acceptables au sud.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Vous croyez aux Nations unies, cela on le voit ?

LE PRESIDENT - Alors UNITAID est une initiative dont je me réjouis et qui est un premier pas dans la bonne direction et une expérimentation des financements innovants pour l'ensemble de l'aide au développement.

Il y a un deuxième problème que je vais porter et qui est capital, c'est celui de l'environnement. On voit bien avec les difficultés, les problèmes que nous connaissons actuellement sur le plan du climat, nous voyons qu'il y a une lente déperdition de notre environnement. Cela devient très dangereux. Il est donc essentiel de prendre un certain nombre de dispositions. J'en ai proposé un certain nombre. La France est un peu à l'avant-garde dans ce domaine. C'est le seul pays qui a fait une charte de l'Environnement qu'elle a adossée à sa Constitution.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Alors qu'allez-vous proposer ?

LE PRESIDENT - Je vais proposer deux choses dont une essentielle qui est la création des "Nations unies pour l'environnement" ayant la capacité de concevoir une politique et de la mettre en oeuvre. Naturellement, ce n'est pas pour demain. J'espère que ce sera réellement fait le plus rapidement possible.

Deuxièmement je vais proposer, je vais indiquer que je convoquerai, sur ce sujet, à Paris, en début d'année prochaine, une conférence internationale sur l'environnement, avec toutes sortes de responsables à la fois politiques, économiques et sociaux qui apporteront une espèce de définition de ce que devrait être une action internationale poursuivie au niveau de la Communauté internationale et de l'ONU.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - et ça au début de l'année prochaine ! Il paraît que vous avez été frappé par le film d'Al GORE, l'ex-président de Bill CLINTON et par votre entretien avec lui.

LE PRESIDENT - je crois que dans ce domaine, le Président AL GORE a une vue très claire des choses et l'exprime avec beaucoup d'efficacité.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Donc vous ne serez pas surpris, Monsieur le Président, que l'environnement prenne une place dans la campagne électorale française dans les semaines qui viennent.

LE PRESIDENT - Je le souhaite !

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Alors 2006 - 2007, la France aborde une saison historique pour elle, j'ai envie de dire dans quel état économique et social ? Il y a certains signes pour dire que cela va mieux, le chômage, la croissance que l'on va voir ? Est-ce que c'est plus qu'un feu de paille ?

LE PRESIDENT - La situation de la France s'améliore. La baisse du chômage, trois cent dix mille depuis quelques mois...

JEAN-PIERRE ELKABBACH - C'est-à-dire que l'on est passé sous la barre des 9 %.

LE PRESIDENT - Nous sommes passés sous la barre des 9 %

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Est-ce que dans six mois, il peut encore baisser ?

LE PRESIDENT - L'ambition que j'ai clairement définie c'est que l'on passe en-dessous de la barre des 8 %.

Deuxièmement, nous avons une croissance forte, 1,1 % de croissance au dernier trimestre. Ce qui est la croissance la plus forte des pays de l'Euro zone.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Mais elle est encore loin de la croissance des États-Unis ou de la Chine mais c'est bien par rapport à l'Europe !

LE PRESIDENT - Il s'agit d'un chiffre du trimestre.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Comment la stimuler ?

LE PRESIDENT - Troisièmement, la situation financière s'améliore. L'ensemble étant naturellement lié. Nous allons être le seul grand pays de l'Euro zone qui respectera l'exigence des 3 % fixée par l'Europe. Ce qui montre que la France - ce n'est pas venu tout seul - a travaillé, que les Français ont assumé leurs responsabilités et que des politiques et des réformes ont été faites qui ont permis de mettre la France sur des rails convenables et que la France démontre ainsi qu'un haut niveau de protection sociale n'est pas un handicap mais un atout.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Alors à partir de ce que vous venez de dire, deux ou trois choses. Si ça marche, puisque cela marche, est-ce que vous entendez les revendications liées au pouvoir d'achat, et quelles conséquences ou quelles mesures vous pouvez envisager ?

LE PRESIDENT - Tout d'abord, dans ce contexte qu'est-ce que nous voulons faire ? La situation s'améliorant ce n'est certainement pas le moment de lever le pied. Il faut poursuivre l'action et cela c'est mon objectif fondamental, poursuivre l'action. Cela veut dire quoi, cela veut dire continuer la lutte contre le chômage, je n'ai pas besoin de revenir sur ce point.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Surtout qu'il y a des zones d'insécurité, de précarité qu'il faut signaler

LE PRESIDENT - Bien entendu. Deuxièmement, répondre à la revendication légitime en matière de pouvoir d'achat qui est liée d'ailleurs à la constatation de la croissance et là, c'est un problème de SMIC. Nous avons augmenté le SMIC depuis 4 ans de 25 %, ce qui est sans précédent. C'est un problème de prime pour l'emploi, qui a été au total doublée sur la période et qui représente pratiquement un mois supplémentaire pour quelqu'un qui est au SMIC, un treizième mois. C'est la baisse de l'impôt sur le revenu qui devra être poursuivie au fur et à mesure où nous aurons la possibilité de le faire par la croissance, c'est le ticket transport, etc... C'est ensuite, relever un certain nombre de défis économiques, je parle de ce qui est indispensable dans les mois qui viennent, et je m'engagerai complètement dans l'action.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Je veux mettre une parenthèse. Il y a de bons résultats de la croissance qui entraînent des recettes fiscales supplémentaires, à peu près 3 milliards d'euros. Qu'est-ce que vous préférez que l'on fasse : que l'on augmente les salaires ou que l'on réduise la dette énorme de la France ?

LE PRESIDENT - J'ai dit que nous devons répondre aux problèmes de pouvoir d'achat dans un autre contexte. L'accroissement doit être affecté à la réduction de la dette car nous ne pouvons pas rester dans une situation où nous léguons à nos enfants un coût tout à fait excessif par nos facilités. Ensuite, il faut relever les défis économiques et parmi ces défis, il y a le défi de l'énergie qui est un défi capital pour la France.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - On vous voit venir...mais en quoi la fusion SUEZ/GAZ DE FRANCE, Monsieur Chirac est indispensable pour garantir la sécurité, l'avenir énergétique de la France, pourquoi ?

LE PRESIDENT - Tout simplement parce que la France doit avoir un pôle gazier au niveau de ses besoins. Nous avons un pôle international en matière d'énergie nucléaire avec AREVA, nous en avons un en matière de pétrole avec TOTAL, nous en avons un en matière d'électricité avec EDF, nous devons avoir un pôle majeur en matière gazière car le gaz prend une part croissante.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Mais ce projet, est-ce que c'est un bon projet, est-ce qu'il n'y avait pas une alternative, est-ce que c'est un bon projet ?

LE PRESIDENT - Pour dire la vérité, je n'en vois pas d'autre et donc je pense que c'est un bon

projet. En tous les cas, il est conforme à nos intérêts.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - C'est de l'économie ou de l'idéologie ?

LE PRESIDENT - Cela n'a rien à voir avec l'idéologie. Vous savez que je ne mélange pas l'idéologie et l'économie. C'est un projet économique qui me paraît nécessaire.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Et l'Assemblée est lancée dans des débats interminables, est-ce que vous conseillez au Premier ministre d'aller vite ou d'être patient ?

LE PRESIDENT - Sans aucun doute d'être patient, il faut toujours être patient dans la vie, surtout lorsqu'il y a des débats. Mais je conseille également aux responsables politiques notamment à ceux de l'Assemblée nationale et du Sénat d'être conscients que l'on ne peut pas faire de l'obstruction systématique, ce qui, à ce moment là, conduirait à remettre en cause le bon fonctionnement de nos institutions.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Après la crise du CPE, où la concertation n'avait pas beaucoup joué, on a dit : "il faut donner toute sa place au dialogue social", est-ce qu'il y aura avant 2007, avant l'élection présidentielle une loi sur le dialogue social ?

LE PRESIDENT - Il y aura un certain nombre d'autres actions qui doivent être faites avant les élections et qui doivent occuper l'énergie du gouvernement dans ces domaines. Le dialogue social est indiscutablement l'une des priorités. Nous sommes en retard en France en matière de dialogue social. Je propose donc que, par la loi, on précise que dorénavant toute modification du code du travail soit précédée par une concertation avec les organisations syndicales et professionnelles compétentes.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Avant 2007 ?

LE PRESIDENT - Oui, naturellement avant 2007. C'est un problème urgent. Le dialogue social doit être indiscutablement amélioré en France, nous sommes en retard.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Cela, on peut dire que c'est une leçon de ce qui s'est passé avec le CPE.

LE PRESIDENT - Deuxième problème, c'est celui de la participation. La participation et l'épargne salariale, qui fait l'objet d'une loi vous le savez, est à mon avis un élément essentiel de l'équilibre futur de notre société. C'est vrai sur le plan social car c'est un moyen de partager les richesses et d'augmenter le pouvoir d'achat, c'est vrai sur le plan économique car c'est un moyen pour protéger l'ensemble de nos grandes entreprises en particulier qui peuvent être l'objet d'actions hostiles de la part d'entreprises étrangères.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Donc, vous êtes lancé dans une course contre la montre. Cela fait beaucoup de projets, de changements pour le temps qui reste ?

LE PRESIDENT - Monsieur ELKABBACH, ce n'est pas un problème de temps. Le gouvernement a été nommé pour assumer ses responsabilités jusqu'au terme de son action. Et donc, il les assumera.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Le terme, c'est le dernier jour ?

LE PRESIDENT - C'est l'élection présidentielle. Alors, préalablement il y aura naturellement la campagne. C'est légitime, c'est démocratique. Mais cela ne doit pas mettre en cause la capacité du gouvernement à assumer ses responsabilités. Et je m'assurerai qu'il en soit bien ainsi, soyez en convaincu.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Qu'est-ce que cela veut dire je m'assurerai ?

LE PRESIDENT - C'est ce que fait aujourd'hui le gouvernement. Et je continuerai à en être responsable. Il y a aussi quelques autres mesures qui sont indispensables et qui doivent être prises d'urgence. Il y a le problème de la réforme de la justice. Car on ne peut pas laisser sans réponse des problèmes posés à la suite d'Outreau. C'est évident.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Une vraie réforme de la justice ?

LE PRESIDENT - Nous verrons n'est-ce pas. Une réforme qui permette en tous les cas comme l'a suggéré la commission Outreau, de répondre aux anomalies qui ont été révélées. Ensuite, la campagne présidentielle et législative permettra de voir s'il faut aller au-delà. Mais la réforme de la justice est une nécessité et une urgence.

Il y a également la protection de l'enfance et le problème des tutelles. Cela, c'est un problème

humain qui doit être également traité et qui le sera dans les mois qui viennent.

Et enfin, la parité. La parité qui doit être également, les mesures proposées par le gouvernement doivent entrer dans les faits le plus rapidement possible.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Cela fait du boulot pour le gouvernement ?

LE PRESIDENT - Mais écoutez, un gouvernement est là pour travailler. Et un Président de la République est là pour s'assurer que le gouvernement travaille. Et je vais vous dire, il travaille.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Episodiquement on entend le Premier Ministre corriger les propos de son numéro deux, le Ministre de l'Intérieur et parfois inversement. Et pour vous qui demandez qu'il travaille et vous demandez de la cohérence, est-ce qu'on va assister à sept mois de chamailleries ?

LE PRESIDENT - Il n'y aura, je peux vous le dire, Monsieur ELKABBACH aucune chamaillerie. Il est normal que des hommes politiques puissent avoir sur telle ou telle question des avis divergents. Il est normal, le cas échéant, qu'ils les expriment. Mais, à partir de là, il y a un gouvernement, un Premier Ministre, un Chef de l'Etat et l'action doit être conduite normalement.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Mais les deux dont j'ai parlé Nicolas SARKOZY, Dominique de VILLEPIN, sont dans des démarches différentes. Nicolas SARKOZY, il est candidat, il propose ce qu'il veut pour la France, comme il dit, d'après. Et Dominique de VILLEPIN, il est Premier Ministre, il fait ce qu'il peut pour la France de maintenant.

LE PRESIDENT - Oui, mais ce qui est important aujourd'hui, c'est la France de maintenant. Nous sommes dans une période d'amélioration de la situation. Nous ne devons pas la gâcher. Et donc, la responsabilité fondamentale, et je m'assurerai qu'il en soit ainsi, c'est que le gouvernement assume ses responsabilités jusqu'à son terme. Le reste, ce sont des mots.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Jusqu'à quel moment un ministre qui est candidat peut rester dans le gouvernement ?

LE PRESIDENT - Nous verrons cela à ce moment-là. Ce n'est pas le problème qui me préoccupe en ce moment.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Vous voulez simplement qu'il bosse ?

LE PRESIDENT - Je veux que tout le monde bosse, comme vous dites, et bosse dans le cadre d'une politique définie par le Premier Ministre et assumée par le Président de la République.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - C'est vous Monsieur CHIRAC avec le gouvernement RAFFARIN qui avez réformé les retraites qui concernent aussi les fonctionnaires. Les régimes spéciaux étaient maintenus. Ils sont aujourd'hui au cœur d'une polémique. Est-ce que vous pensez qu'il faut les réformer, où le moment venu, les réformer. Comment vous vous situez dans cette controverse ?

LE PRESIDENT - Les régimes spéciaux, il faut bien comprendre que s'ils existent, ce sont des régimes d'entreprises. S'ils existent, c'est parce qu'il y a des raisons spéciales. Et par conséquent, il faut peut-être les étudier. Mais certainement pas en vertu du principe "il n'y a qu'à". La réforme des retraites a prévu, et c'est l'avis du Conseil Supérieur des retraites, un débat en 2008 sur l'ensemble des problèmes de retraites. Attendons ce débat. En tous les cas, ce que je peux vous dire, c'est que le gouvernement, mon gouvernement, n'a aucune intention de modifier les régimes spéciaux dans l'état actuel des choses.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - On pense à ce qui pourrait se faire après, comme vous dites en 2008.

LE PRESIDENT - En 2008 il est prévu qu'on discute. On discutera. C'est d'ailleurs l'avis du Conseil Supérieur qui est un Conseil paritaire.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Les débats qui sont lancés aujourd'hui sur les retraites, la carte scolaire, l'immigration, la défense, sont des questions qui fâchent. Est-ce qu'il faut, comment dire, les escamoter, les garder de côté pour 2007 ou les lancer dès maintenant pour...

LE PRESIDENT - Je ne vois pas en quoi elle fâche, à quoi vous faites allusion ?

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Elle crée parfois des polémiques, des divergences à l'intérieur de chaque camp de la droite, de la gauche, que ce soit la carte scolaire, l'immigration etc... Est-ce qu'on les met sur la table ?

LE PRESIDENT - Monsieur ELKABBACH, vous évoquez la carte scolaire, disons-en donc un mot : qu'est-ce que la carte scolaire ? C'est la garantie de la mixité sociale. C'est cela qui la justifie.

que c'est ce que la carte scolaire ? C'est la garantie de la mixité sociale. C'est cela que la justice. Nous observons, c'est vrai, qu'il y a des contournements, des rigidités qui sont engendrés par la carte scolaire. Faut-il la supprimer ? Ma réponse est qu'il ne serait ni réaliste, ni juste de la supprimer. En revanche, il y a deux voies qui doivent être engagées, et qui le sont d'ailleurs : la première, c'est l'amélioration du niveau des établissements en difficultés, c'est ce que fait le Ministre, M. de ROBIEN, avec ses 249 " collèges ambition réussite ", qui sont une réponse au rééquilibrage des établissements. Deuxièmement, il faut probablement assouplir les règles en accord, d'ailleurs, avec les organisations représentatives des enseignants, et c'est ce que fait, également, M. de ROBIEN.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Avec votre expérience de la Ve République, Monsieur le Président, est-ce que c'est le parti qui désigne son candidat, ou qui entérine, après, la décision d'un homme seul de se présenter devant les Français ?

LE PRESIDENT - De mon point de vue, le parti doit entériner, ou plus exactement soutenir ou ne pas soutenir, un candidat.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Les statuts de l'UMP prévoient que les militants vont désigner leur candidat. Les instances de l'UMP ont choisi le 14 janvier. Est-ce qu'à votre avis, après, en février ou en mars, un autre homme ou une femme de la même famille politique, peut surgir ?

LE PRESIDENT - M. ELKABBACH, moi, j'ai donné mon sentiment : j'ai dit que je m'exprimerais au premier trimestre de l'année prochaine et que, en attendant, je me refuse à toute spéculation qui me semble inutile. Toute mon énergie est actuellement mobilisée, avec le gouvernement, pour atteindre les objectifs que je vous ai définis tout à l'heure.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Mais pourquoi vous pensez que les choses sérieuses commencent après mars ?

LE PRESIDENT - Parce que je pense que, de mars à mai, il y a le temps nécessaire pour une campagne électorale et que nous n'avons pas, notamment depuis que nous avons un quinquennat, la possibilité de perdre du temps par des campagnes électorales qui seraient excessives. On peut tout faire et tout dire dans une campagne électorale de deux ou trois mois.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Vous pensez que cela suffit ?

LE PRESIDENT - Largement, largement.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Quand on est connu, quand on est lancé, etc... mais d'autres doivent encore faire leur place parce qu'ils rêvent d'aller là où vous êtes..

LE PRESIDENT - Ecoutez, je vous donne mon point de vue qui est celui de l'intérêt de la France. Ce qui m'intéresse, c'est d'apporter à la France un certain nombre de solutions à des problèmes qui se posent à elle, au moment où les choses s'améliorent, et je ne veux pas gâcher cet intérêt.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Quand vous voyez, comme le dit la une du "Parisien aujourd'hui", que deux des candidats, Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL monopolisent le débat, et que pourrait surgir un troisième homme ou une deuxième femme, est-ce que vous vous dites, avec votre expérience, tout reste ouvert ?

LE PRESIDENT - En démocratie, je souhaite que tout reste possible, évidemment. Mais, je n'ai pas à faire de commentaires sur ce point. Je voudrais simplement vous dire une chose, M.

ELKABBACH : c'est que j'ai une grande idée de la France, qui s'est renforcée au fil des ans, et qui est confirmée par l'importance de la France sur le plan international, qui est très largement supérieur à son poids spécifique. Je voudrais tout de même rappeler pour les Français, qui sont à l'origine de cela : c'est parce qu'ils ont travaillé, c'est parce qu'ils se sont investis, que nous avons une situation qui s'améliore et qui, d'un certain point de vue, est enviable. La France est aujourd'hui la cinquième puissance mondiale, ce n'est quand même pas rien. La France est une des principales terres d'accueil des investissements étrangers, ce qui prouve que l'on n'est pas si mal, quand on vient travailler en France.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Et pourtant, certains Français s'interrogent sur leur identité, sur la diversité, les couleurs du pays, ...

LE PRESIDENT - Il est dans la nature des Français de s'interroger, c'est un de leurs charmes et une de leurs qualités. Mais nous avons l'un des meilleurs systèmes du monde en matière de protection sociale. Nous avons une puissance diplomatique, culturelle et militaire incontestée, qui

a été considérablement renforcée ces derniers temps. Nous sommes les leaders dans des domaines très importants comme l'industrie et en particulier dans l'énergie et dans l'agriculture.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Donc nous avons tous bien travaillé ?....

LE PRESIDENT - Nous avons l'une des meilleures démographies de l'Europe, et cela est capital. Nous sommes un pays qui est vivant et qui continue à se développer, ce qui n'est pas le cas de beaucoup des pays qui nous entourent et qui sont par ailleurs nos amis.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Donc nous avons tous bien travaillé ?....

LE PRESIDENT - Donc, je veux dire qu'on a travaillé

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Et vous aussi, c'est ce que vous voulez nous dire, vous aussi ?

LE PRESIDENT - Oui, mais ce que je veux dire, c'est que les Français au total ont bien travaillé et que les gouvernements ont pris leur responsabilité et ce n'est pas au moment où les choses s'améliorent que l'on va tout d'un coup baisser les bras et se consacrer exclusivement à une campagne électorale qui viendra en son temps, c'est cela que je voulais vous dire.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Vous avez dit au premier trimestre 2007. Mais vous-même au fond de vous, vous avez pris votre décision pour ce qui vous concerne, si vous le permettez ?

LE PRESIDENT - Monsieur ELKABBACH, je ne vous le dirais pas, pour une raison simple, c'est parce que ce n'est pas d'actualité. Moi, j'ai une mission et j'entends l'assumer jusqu'à son terme.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Ce matin vous montrez en tout cas que pour vous l'action et l'offensive continuent ...

LE PRESIDENT - Sans aucun doute ...

JEAN-PIERRE ELKABBACH - ...et vous vous engagez à fond dans les batailles politiques à l'extérieur et à l'intérieur. Et vous donnez l'impression, Monsieur CHIRAC, de le faire, comment dire, avec le plaisir de la nouveauté, presque.

LE PRESIDENT - Oui. Quand on parle de la France, quand on exprime des ambitions de la France, un pays mouvant qui change en permanence, qui s'améliore en permanence, on ne peut le faire qu'avec enthousiasme.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Les échos disent pour Jacques CHIRAC c'est la forme, c'est vrai ?

LE PRESIDENT - Je me sens effectivement dans une forme tout à fait convenable.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Vous n'étiez pas allé à New York l'année dernière, vous y serez aujourd'hui, cela fait combien de temps que vous n'y êtes pas allé, alors que vous aimez beaucoup New York et les Etats-Unis ?

LE PRESIDENT - Cela fait deux ou trois ans que je ne suis pas allé à New York, et je me réjouis notamment d'avoir un entretien, avec le Président américain sur l'ensemble des problèmes que nous avons évoqués tout à l'heure, et qui sont ceux du monde de demain.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Encore une fois je vous remercie, Monsieur le Président de la République, de ce rendez-vous exceptionnel sur Europe 1.

LE PRESIDENT - Merci Monsieur ELKABBACH pour votre accueil auquel j'ai été très sensible.

JEAN-PIERRE ELKABBACH - Je vous souhaite des entretiens fructueux aux Nations unies et à New York. Bonne journée, je sais qu'elle va être longue.